



## Perspectives chinoises

2014/4 | 2014  
La mémoire de l'ère maoïste

---

### Chloé Froissart, *La Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté*,

Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2013.

Éric Florence

---



#### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6971>  
ISSN : 1996-4609

#### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

#### Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2014  
Pagination : 74-76  
ISBN : 979-10-91019-13-2  
ISSN : 1021-9013

#### Référence électronique

Éric Florence, « Chloé Froissart, *La Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté*, », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2014/4 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 04 décembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6971>

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 décembre 2023.

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

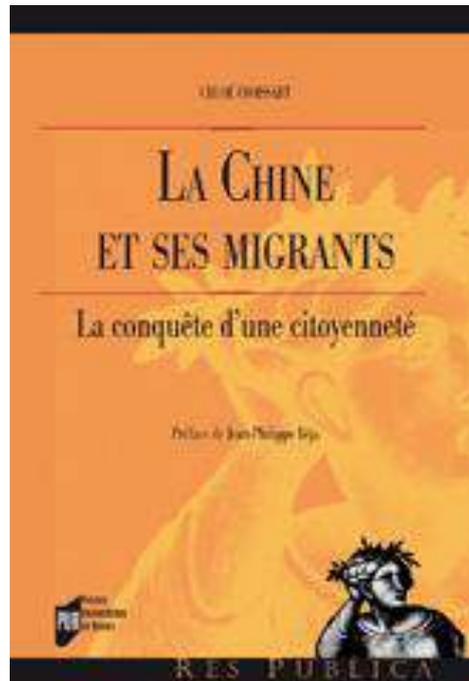
# Chloé Froissart, *La Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté*,

Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2013.

Éric Florence

---

- 1 *La Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté* est un ouvrage majeur et constitue, depuis *Contesting Citizenship in Urban China* de Dorothy Solinger (1999), l'étude scientifique la plus complète et la plus solidement documentée sur les migrants ruraux en République populaire de Chine, sur les politiques publiques les concernant ainsi que sur la dynamique de leurs relations avec l'État-Parti. Ce livre, fruit d'une thèse de doctorat, vise à répondre à la question de savoir dans quelle mesure la permanence de la présence des travailleurs migrants en milieu urbain dans la Chine post-maoïste, et le rôle de plus en plus important qu'ils y occupent, ont entraîné une redéfinition des critères de l'appartenance sociale et politique. Autrement dit, selon quelles modalités l'État-Parti s'est-il adapté afin



de permettre l'intégration partielle d'un groupe social dont la condition de domination politico-institutionnelle s'inscrivait de plus en plus clairement dans un contexte de montée des contradictions sociales, idéologiques et économiques, tout en ne modifiant pas les fondements de son pouvoir ? La perspective adoptée est résolument dynamique, concevant le changement social comme résultant des interactions et chevauchements

entre l'État et la société. L'auteure, maître de conférences à l'université Rennes 2, documente de façon particulièrement détaillée non seulement le processus de transformation des politiques publiques relatives à la gestion et à l'intégration des populations migrantes en ville, mais aussi les pratiques, normes et représentations des migrants vis-à-vis de l'État et de la société chinoise.

- 2 L'ouvrage est structuré en cinq parties. Dans la première partie, Chloé Froissart propose une généalogie du concept de citoyenneté et de sa mobilisation dans le contexte chinois. Elle y oppose la conception universaliste héritée des Lumières pour laquelle « le citoyen est sujet abstrait de droits, ce qui implique l'égalité civique, politique et juridique des individus », à la conception maoïste au sein de laquelle prime l'idée d'une détermination particulariste, politique et socio-économique des droits et devoirs des individus (p. 45). L'auteure propose comme cadre d'interprétation de l'étude des relations entre la société et l'État, la dialectique de cette double vision de la citoyenneté qui continue à informer l'action du Parti communiste chinois. En effet, si le premier chapitre montre que l'idéologie et les luttes politiques de l'époque maoïste constituent un présupposé incontournable afin d'interpréter l'étendue de la Constitution et du droit en République populaire de Chine, le second chapitre documente le rôle et les effets du système administratif du « livret de résidence » (*hukou*) qui allait, à partir des années 1950, définir de façon durable les rapports de l'individu à l'État, établissant un système de statuts liés à la position dans le système productif, à son inscription locale et à son statut politique, et invalidant « la portée apparemment universelle du droit chinois » (p. 45-46).
- 3 Les deuxième et troisième parties du livre constituent le cœur de l'ouvrage et sont aussi les plus impressionnantes sur le plan de la démonstration et de la richesse des sources mobilisées. Dans la deuxième partie, Chloé Froissart met en lumière la conjonction de facteurs institutionnels, économiques, politiques et sociologiques qui contribuent à expliquer les migrations de ruraux vers les villes des années 1980 jusqu'au début des années 2000, de même qu'elle montre comment la catégorie du travailleur migrant est produite institutionnellement. En se penchant sur la façon dont sont appliquées les politiques publiques à l'égard des travailleurs migrants à Chengdu, une ville peu étudiée et à la pointe en matière de politiques d'intégration des migrants, elle décrit notamment de façon très détaillée comment la combinaison d'une multitude de règlements et de procédures bureaucratiques hérités de l'économie planifiée et visant le logement, l'emploi, la natalité, la couverture sociale et l'éducation contribuent à façonner les conditions d'existence des travailleurs migrants et leur statut de « citoyens de seconde zone ». La logique de « contrôle » et de « gestion » qui prédomine sur une éthique de service public aux migrants apparaît clairement. Mais ce que les chapitres 4 et 5 montrent également très bien est la production, via la mise en pratique et l'interprétation souple par les agents de l'État de ces procédures de contrôle visant le séjour et l'emploi des travailleurs ruraux en ville, d'une main-d'œuvre bon marché et flexible dont se nourrit l'économie aussi bien formelle qu'informelle. En effet, la tendance forte à la marchandisation des services administratifs à partir des années 1990 en matière de résidence et d'emploi des travailleurs migrants place ces derniers dans une situation d'ambiguïté juridique et réglementaire étant donné qu'ils sont susceptibles de ne jamais être en mesure de se conformer à l'ensemble de ces règlements. Comme le souligne Chloé Froissart, être en ordre de permis ne garantit pas de ne pas être soumis à l'arbitraire qui sévit quotidiennement (p. 116). Cette

« répression routinière » dans l'espace urbain combinée à la marchandisation de la main-d'œuvre et à la dérégulation des régimes de travail est fondamentale dans la compréhension de l'économie politique des réformes économiques. On voit bien en effet combien la logique de contrôle étatique dans ses effets (l'externalisation) rencontre les besoins du marché (ou du capitalisme) en matière de coûts de production et de reproduction de la main-d'œuvre.

- 4 L'expérience au quotidien de diverses formes d'indignité et d'une fragilisation de l'existence produite par les procédures du contrôle social en milieu urbain – des modalités de répression qui sont variables et s'appliquent de façon différenciée en fonction de l'espace, du moment et des publics visés – est un élément central pour comprendre les modalités de relation entre les travailleurs migrants et l'État ainsi que les représentations qu'ils se font de l'État, des agents de l'État et de la loi. Ainsi, dans le chapitre 6, l'auteure précise que si le séjour et la migration sont marqués du sceau du provisoire, c'est « surtout parce que le sentiment du provisoire est nourri par la précarité [institutionnellement produite] de la vie en ville » (p. 166). Ce chapitre aborde notamment de façon nuancée la question de l'internalisation de l'inégalité de statut par les travailleurs migrants, l'auteure soulignant que la diversité des expériences et des profils des migrants rend toute généralisation hasardeuse en cette matière. Elle montre aussi combien la « faiblesse de la médiation institutionnelle » en matière de conflits sociaux et de respect de la loi constitue un obstacle à la prise de conscience de leurs droits par les migrants (p. 179, 181).
- 5 La question des facteurs sociaux, politiques, idéologiques et économiques qui ont abouti au début de la décennie 2000 à la mise à l'agenda de la question de l'intégration urbaine des travailleurs migrants fait l'objet de la troisième partie de l'ouvrage (chapitres 7 et 8). Chloé Froissart documente comment, entre le début des années 1990 et le début de la décennie suivante, un ensemble de constats (augmentation importante du volume des migrations et accroissement de la taille des communautés de villageois au sein des villes, aggravation de la criminalité urbaine et des inégalités, etc.) ont été structurés par les élites intellectuelles chinoises via un faisceau de savoirs (rapports commandités par les pouvoirs publics, ouvrages scientifiques, etc.) hérités des politiques de gestion des migrations de l'économie planifiée. Ce que montre l'auteure de façon inédite avec ce tournant des années 2000, c'est le glissement de paradigme vers « une nouvelle manière de concevoir l'ordre, ainsi que les coûts et profits liés aux migrations » (p. 226), c'est-à-dire la prise de conscience politique de la nécessité d'adaptation des politiques publiques en matière de gestion des populations migrantes en ville afin de dépasser la logique de « gestion et de contrôle » en lui adjoignant une préoccupation de « services (*fuwu*) aux travailleurs migrants » et de la sorte tenter de regagner la confiance de cette catégorie envers l'État-Parti (p. 209). Ainsi, dans le chapitre 8, Chloé Froissart montre comment les chercheurs chinois ont contribué à ce glissement de paradigme et à l'émergence d'un discours autour de la citoyenneté. Elle décrit le passage d'une « sociologie dogmatique » à « une sociologie empirique », soulignant que le savoir sociologique qui porte dorénavant davantage sur les migrants, sur leurs conditions et sur leurs expériences s'articule de plus en plus autour d'une mise en débat du mode de développement socioéconomique de la Chine et notamment d'une critique des réformes entreprises sous le règne de Jiang Zemin entre 1993 et 2002. On ne peut manquer de souligner néanmoins une autre dimension dogmatique d'une partie au moins de cette « sociologie empirique », non plus marxiste-léniniste celle-ci, mais bien économiste en ce qu'elle idéalise les vertus de l'économie de marché. Le chapitre 8 décrit également

comment, dans la première moitié des années 2000, un nombre croissant et de plus en plus diversifié d'acteurs sociaux (académiques, journalistes, écrivains, membres d'ONG, artistes) mobilise un nouveau discours en faveur de la protection des droits des travailleurs migrants, un discours sanctionné par les nouvelles priorités politiques développées au sommet de l'État-Parti (16<sup>e</sup> Congrès en 2002 et discours de Hu Jintao appelant à placer « l'homme au centre » (*yi ren wei ben*), à mettre davantage l'accent sur la loi et sur le respect des droits, à augmenter les revenus des paysans, etc.). Autrefois considérés comme un obstacle à la modernisation, les travailleurs migrants se voient transformés en « nouveaux héros qui se sacrifient pour la patrie, pour les autres, pour le bien commun » (p. 244). Il est intéressant de souligner ici que la figure du travailleur migrant a été l'objet dès le début des années 1990 dans les zones économiques spéciales du Delta de la Rivière des Perles et plus particulièrement à Shenzhen d'un intense investissement idéologique aussi bien sur le plan officiel que populaire. Le travailleur migrant venant même à partir de la seconde moitié des années 1990 à être opposé aux ouvriers des entreprises d'État pour l'exemplarité des valeurs d'abnégation, d'autonomie et d'esprit de compétition qu'il incarnait. Quant à l'émergence au début des années 2000 du nouveau discours dominant autour des travailleurs migrants, Chloé Froissart met à la fois l'accent sur la dimension globalement consensuelle et le ton souvent paternaliste de ce discours, un discours qui comporte en ce sens des teintes « patriotiques », mais qui inclut également un volet de critique politique, juridique et éthique du système de domination (p. 248).

- 6 Dans la quatrième partie de l'ouvrage, l'auteure montre comment le glissement de paradigme dans la gestion des migrants en ville se traduit dans les faits sur le plan local. Elle examine en particulier les réformes visant le *hukou*, la sécurité sociale et la scolarisation des migrants dans la ville de Chengdu. Sur le plan de la sécurité sociale, de même qu'en ce qui concerne les réformes touchant au *hukou*, à des inégalités de statut vont s'ajouter des inégalités de type socioéconomiques, ce qui aboutit à une « stratification pyramidale à l'intérieur de la catégorie des migrants entre la petite élite intégrée dans le régime social des urbains, ceux, un peu plus nombreux, qui sont couverts par le régime spécifique aux migrants, et la grande majorité de ceux qui n'ont pas les moyens d'être assurés » (p. 278).
- 7 La cinquième partie de l'ouvrage tente de comprendre l'influence que le « mouvement pour la protection des droits » (*weiquan yundong*) a eue sur le régime chinois. Grâce à un travail de terrain mené à Pékin, Chengdu et Shenzhen auprès de plusieurs organisations sociales plus ou moins formelles, l'auteure y documente à la fois la portée et les limites des actions menées par les travailleurs migrants eux-mêmes et par une diversité d'autres acteurs et groupes sociaux (membres d'ONG, de réseaux d'entraide, experts, etc.) sur les mesures administratives et sur les politiques de l'État-Parti. Dans la conclusion de l'ouvrage, Chloé Froissart résume bien cette dialectique jamais univoque ni définitive du changement social et politique en précisant que ces actions et mobilisations en faveur des droits des migrants « [...] contribuent tout autant à prévenir l'autonomisation des travailleurs migrants en tant que groupe social et la politisation de leurs revendications qu'à promouvoir leurs droits et à redéfinir leur place au sein de la société » (p. 376).
- 8 Le chapitre 11 est consacré dans son entièreté à l'affaire Sun Zhigang<sup>1</sup>, analysée en tant qu'événement révélateur de « l'affirmation d'une citoyenneté chinoise, en conscience et en acte » et comme établissant un « nouveau paradigme contestataire dans la mesure

où elle [l'affaire Sun Zhigang] s'affirme comme une lutte pour la reconnaissance des droits par l'usage des droits [...] » (p. 328). Enfin, le dernier chapitre étudie la nature du « mouvement pour la protection des droits » en approfondissant la question du rôle des « ONG » chinoises dans ce mouvement, ainsi que la nature des relations que les « ONG » et leur action entretiennent avec le Parti.

- 9 Cet ouvrage s'avère très impressionnant sur le plan de la mobilisation croisée d'une profusion de sources officielles de première main (documents du Conseil des affaires d'État, règlements municipaux, etc.), d'entretiens et observations ethnographiques réalisées entre 2002 et 2007 par l'auteure à Chengdu, Shenzhen et Pékin notamment, de sources scientifiques ou encore de travaux de science politique, de sociologie politique et de sociologie des migrations utilisés dans une optique de comparaison entre le cas chinois et les processus migratoires et d'intégration en France ou ailleurs dans le monde.
- 10 L'auteure montre dans le détail tout au long de l'ouvrage combien les questions posées par la présence des migrants en ville sont des questions politiques centrales de redéfinition des rôles de l'État, de ses relations aux différentes catégories de la société, de ses modalités de gouvernement et de ses fondements politico-idéologiques. Mais surtout, outre que l'ouvrage montre comment les diverses formes de « résistances légitimes » des migrants et la plus grande structuration de l'espace social ont poussé l'État-Parti à étendre progressivement la citoyenneté urbaine afin d'y inclure partiellement les travailleurs migrants, il offre une exploration approfondie des transformations de la façon de gouverner dans la Chine des réformes. En cela, il constitue un apport majeur à la compréhension et à la définition de la nature du régime autoritaire dans la Chine post-maoïste. L'auteure met en effet en lumière une dimension centrale de la résilience de l'État-Parti, à savoir une capacité protéiforme à intégrer certaines demandes sociales, à canaliser les revendications et à brouiller les frontières entre État et société civile, tout en ne modifiant qu'à la marge les agencements politico-institutionnels qui établissent les équilibres hiérarchiques entre l'État et les différentes catégories de la population et qui ont été au cœur de l'économie politique post-maoïste. Chloé Froissart montre par exemple comment les modalités du contrôle social des migrations se redéployent tout en intégrant progressivement une logique de services aux migrants. Notons que cette capacité de mutation et de redéploiement ne concerne pas que l'État-Parti, les entreprises elles aussi ont démontré et continuent à faire preuve d'une capacité d'adaptation aux nouvelles contraintes liées au glissement de paradigme relatif aux politiques à l'égard des travailleurs migrants comme c'est le cas par exemple dans le domaine de la législation du travail, domaine dans lequel elles regorgent d'inventivité afin d'intensifier l'exploitation (Chris King-Chi Kan, *The Challenge of Labour in China. Strikes and the Changing Labour Regime in Global Factories*, Routledge, 2010). Peut-être les concepts d'économie de marché et de capitalisme auraient-ils pu être davantage théorisés et questionnés. Sur ce plan, une discussion approfondie de travaux comme ceux de Pun Ngai, Yan Hairong ou Lee Ching-Kwan (*Against the Law*) aurait offert des pistes intéressantes en matière de lien entre le capitalisme et le régime post-maoïste.
- 11 Ce bémol n'enlève rien à l'ampleur du travail accompli. Cette étude solidement fondée théoriquement et particulièrement fouillée sur le plan empirique, de par la limpidité de l'argumentation développée, devrait constituer une référence incontournable en français dans l'étude des processus de transformation de la dynamique des relations

entre l'État-Parti et les travailleurs migrants pouvant intéresser tout autant les chercheurs en sciences politiques et sociales que les enseignants et étudiants de la Chine contemporaine.

---

## NOTES

1. Sun Zhigang, un jeune graphiste d'origine rurale, victime de coups et blessures, trouvait la mort en avril 2003 dans un centre d'hébergement et de rapatriement de la ville de Canton après avoir été arrêté le mois précédent dans les rues de la ville sans avoir pu fournir ni ses papiers d'identification ni son permis de résidence temporaire. Les circonstances du décès du jeune homme furent à l'origine d'une mobilisation sociale sans précédent pour finalement aboutir en juin de la même année à l'abolition des centres d'hébergement et de rétention. Le fait que Sun Zhigang était un employé qualifié diplômé de l'université a joué un rôle très important pour le public, en particulier urbain, en ce que cela a permis qu'il s'identifie au sort du jeune homme au-delà des différences d'origine urbaine ou rurale (p. 325).

---

## AUTEUR

### ÉRIC FLORENCE

Éric Florence est chercheur au Centre d'études de l'ethnicité et des migrations, Université de Liège (Eric.Florence@ulg.ac.be).